Deux pistes pour contrer l'abstention galopante dans notre démocratie

Depuis des années, les résultats électoraux montrent un profond désintérêt des Français pour la politique. Les dernières élections locales ont sonné le glas avec une abstention supérieure à 66%. Trois symptômes sont à considérer: la déception, la déconsidération et la résignation.

L'histoire de notre République est blessée par des petites crises entre élus, des affaires financières ou encore des mésaventures politiques vécus récemment. Ce climat a contribué à décourager nos concitoyens.

Le vote est à la démocratie ce que notre liberté est à la République. Si nous refusons de choisir, nous acceptons que quelques personnes décident de le faire pour nous. L'oligarchie et le despotisme ne sont alors pas très loin. Inciter à voter est notre antidote pour soigner notre démocratie. Il devient urgent d'agir vite.

Quelles réponses peut-on apporter? Deux idées-forces peuvent être mises en avant. En premier lieu, il faut revoir notre façon de voter. Aujourd'hui, cet acte, véritable rituel républicain, consiste à se déplacer un jour bien précis dans un bureau de vote éphémère.

Alors que l'informatique a totalement envahi nos univers, que notre jeunesse ne cesse de voyager, que beaucoup de personnes âgées sont isolées sans pouvoir se déplacer, il apparaît indispensable, comme cela a déjà été fait dans d'autres pays, de moderniser nos consultations démocratiques.

Plusieurs possibilités existent: le vote à distance par le biais de plateformes internet sécurisées, le vote par correspondance ou en utilisant des machines à voter. Sans doute, bien d'autres moyens peuvent être mis en place par nos ingénieurs informatiques. Après tout, nous payons désormais nos impôts sur le site du ministère des Finances. A ma connaissance, les réclamations sont peu nombreuses.



ASSEMBLÉE NATIONALE

PATRICK LOISEAU, député (Modem) de la Vendée, administrateur territorial en disponibilité

Si cette «révolution électorale» ne peut être instaurée pour les prochaines élections de 2022, elle peut être un thème de campagne pour les candidats à la présidentielle. Sa mise en œuvre effective se ferait dès le début du nouveau mandat.

En second lieu, il faut mettre fin à ce «millefeuille administratif» souvent dénoncé mais jamais véritablement remis en cause. Nos concitoyens se perdent dans les compétences dévolues à chaque strate de décentralisation.

La vraie question est celle-ci: comment peut-on demander aux Français d'aller voter pour une organisation politique qu'ils ne comprennent pas?

Il s'agit de remettre le citoyen au cœur du système. Il ne faut plus raisonner à partir du pouvoir central, mais prendre en compte le mode de fonctionnement et les besoins des Français. La création récente, et avec succès, des maisons France Services est un bon exemple à suivre. Dans un même lieu, chaque administré trouve les principaux services nécessaires. Ce n'est plus lui qui se déplace, mais les services qui viennent à lui.

Il faut réorienter notre décentralisation, née il y a dix-neuf ans, sur ces bases et redéfinir les compétences de chaque territoire. Bien conscient que c'est un programme ambitieux mais indispensable afin que chaque Français s'invite, de nouveau, dans le débat démocratique de notre pays.●